

Bitam/Dégâts consécutifs à la crise post-électorale

## Les édifices incendiés remis progressivement à neuf

SSB

Bitam/Gabon

LES violences post-électorales du mercredi 31 août 2016, consécutivement à la proclamation des résultats provisoires de la Présidentielle du samedi 27 août 2016, ont transformé la ville de Bitam en un vaste champ de ruines.

En effet, plusieurs édifices publics et privés ont été incendiés et/ou sacagés par des pyromanes et autres manifestants en colère. Le bilan des dégâts est très lourd. Les opérateurs économiques, cibles privilégiés des pyromanes, ont donc vu leurs biens partis en fumée. Impuissants, en raison de l'intensité des flammes dans une ville dépourvue d'un détachement des sapeurs pompiers, ils n'ont rien pu



Photo : SSB

L'une des victimes, notre correspondant Servais Sonde Batata a déjà refait son studio...



Photo : SSB

... Tout comme le tailleur Ahidjo.

sauver, se contentant, tout juste, d'épargner leur peau.

A l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui s'attellent à restaurer les bâtiments et/ou à achalander leurs magasins. « Il y a des choses dans la vie que l'homme n'oublie pas facilement (...) Mais la vie continue », confie un opérateur économique, supervisant les travaux de réfection de son magasin, victime d'un incendie. L'homme avoue



Photo : SSB

Magasins de friperie entièrement restaurés.

que les dégâts qu'il a subis se chiffrent à plusieurs millions de francs. A cela, il faut ajouter les charges relatives aux travaux de réfection du magasin. Et il n'est pas le seul dans cette situation.

En effet, la presque totalité des commerçants touchés affirment que les dégâts qu'ils ont subis leur coûtent des yeux de la tête. Mais déterminés à reprendre leurs business, les uns et les autres

entreprennent, bon an mal an, de restaurer leurs commerces. Certains édifices sont réparés, alors que des bâtiments entièrement consumés sont reconstruits.

D'autres, faute de moyens conséquents et surtout en cette période de rentrée scolaire avec leur cortège d'achat de trousseaux, préfèrent attendre encore un peu avant d'entreprendre des travaux de réfection de leurs échoppes.

En attendant, les victimes de la grande casse doivent continuer, jour après jour, à surmonter les difficultés d'une vie sans le moindre sou. Ces dernières peuvent-elles espérer un éventuel dédommagement ou une aide des pouvoirs publics ? C'est la question qui taraude actuellement les esprits à Bitam.